

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
« le prolétaire »  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
« le prolétaire »  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 27 F et 14 F  
par avion : 25 F et 13 F  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)

11<sup>e</sup> ANNEE - N° 154  
9 au 22 juillet 1973

LE NUMERO :  
0,80 F

## Bras dessus, bras dessous, dans un monde intoxiqué de marchandises

Dans ses « Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. » (Editions du P.C.F., 1953, pp. 27-28), dernier ouvrage qu'il ait écrit avant de quitter ce monde, Staline écrivait que « la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) aux ressources mondiales ne s'étendra pas mais diminuera ; ...les conditions, quant aux débouchés mondiaux, s'aggraveront pour ces pays, et... la sous-production des entreprises s'y accusera. C'est en cela précisément que consiste l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial ».

C'était la thèse de la rupture inévitable du marché mondial en deux moitiés distinctes, « parallèles » et « qui s'opposent l'une à l'autre », rupture qui aurait été le résultat — positif pour la « marche au socialisme » — du second conflit impérialiste et de l'inévitabilité des crises et des guerres dans la partie « bourgeoise » du monde, dont les contradictions devaient se déchaîner violemment avant même que ne soient mûres les contradictions qui opposeraient enfin par les armes les deux « blocs ».

Cette thèse était, ainsi que nous l'avons longuement démontré dans notre *Dialogue avec Staline*, tout à fait antimarxiste. Elle voyait — mais ce n'était pas le plus grave — la crise à l'horizon immédiat de la société bourgeoise ; elle séparait nettement les destinées du mouvement prolétarien des autres pays de celles du pays où l'on prétendait depuis longtemps « construire le socialisme », et elle omettait donc de définir les tâches du défaitisme prolétarien dans la guerre « inévitable » entre pays capitalistes : la porte restait ainsi ouverte à l'alliance avec un des deux camps belligérants — en faisant, bien entendu, la promesse habituelle de reprendre la lutte anti-capitaliste... après la guerre — dans l'agréable perspective de gagner au socialisme une grosse tranche supplémentaire de marché. Une telle manœuvre — écrivions-nous dans *Dialogue* — représentait une véritable police d'assurance sur la vie pour le régime bourgeois. Mais surtout, cette thèse était complètement antimarxiste parce qu'elle reposait sur l'idée, sortie telle Minerve du puissant cerveau de Staline, selon laquelle le capitalisme aurait une productivité décroissante au fur et à mesure qu'il devient « réactionnaire » et impérialiste, au point de recourir dans certaines circonstances au travail manuel (cette fable était destinée à démontrer la supériorité du système « socialiste », alors caractérisé par de fortes augmentations annuelles de la production). Dans cette perspective commode le « petit père des peuples » n'oubliait — parce que ça l'arrangeait — qu'un détail : le capitalisme entre en crise non parce qu'il produit trop peu ou à un rythme trop lent, mais bien parce qu'il produit trop.

Vint ensuite le tour de Khrouchtchev. Le démolisseur du culte de la personnalité et de son plus grand représentant ne pouvait plus raconter que le capitalisme était déjà fichu, car non seulement il n'y avait pas eu crise dans l'intervalle, mais l'accumulation de marchandises

sur l'immense échelle du marché mondial augmentait de façon inouïe. C'est alors qu'apparut la théorie de la compétition pacifique, qui héritait des élucubrations stalinienne le concept des deux marchés (concept simpliste, expliquions-nous dans *Dialogue*, car le marché « n'a jamais été « unique », si ce n'est dans l'abstrait. Il ne pourrait l'être que dans un pays hypothétique de capitalisme total et chimiquement pur, et nous avons démontré mathématiquement qu'un tel pays ne pouvait exister », mais substituait à l'idée des deux moitiés opposées et inconciliables celle de deux moitiés en compétition sportive. C'était un premier pas vers la reconnaissance du fait qu'il n'existe pas sur le marché de compartiments étanches dans l'absolu, et que les concurrents y sont, et ne peuvent pas ne pas être, exactement de même nature.

Le point de référence — ce fut une véritable volte-face par rapport à Staline — devint alors le « bien-être » américain, l'abondance de marchandises, les fleuves de biens de consommation, devant lesquels le rude paysan Khrouchtchev tombait en adoration. Auparavant, les contradictions de la société bourgeoise étaient reléguées dans la moitié du monde qui était étrangère au « socialisme » et à ses échanges mercantiles : désormais, ces contradictions furent purement et simplement mises de côté, et toute la polémique entre l'Est et l'Ouest ne reposa plus que sur de froides données statistiques, qui ont le mérite de faire multiplier porcs et bovins à des rythmes miraculeux, et de parfumer au goulasch les rêves des prolétaires et des paysans pauvres qui vivent et triment dans le monde « socialiste ». Ce n'était pas seulement le « défi du siècle » (dont l'issue, comme le démontre notre texte *Dialogue avec les morts* écrit justement à cette époque, était pour nous plus que prévisible) ; c'était la renonciation à donner au prolétariat asservi dans tous les pays tout espoir — même

factice — qu'un jour s'effondrerait le système étouffant de la marchandise, du salaire et du profit. A cet espoir faisait place le mirage d'un développement vertigineux des relations commerciales qui ne constituerait plus — comme le soutenait le marxisme désormais dogmatique — la base des crises et des guerres, mais celle de la paix et de la fraternité universelles. La voie était ainsi ouverte à la pénétration réciproque des deux « marchés opposés » de feu Staline.

Au point où on en était, il était inévitable qu'apparaissent sur la scène d'autres majordomes encore plus représentatifs du « socialisme ». La crise commerciale n'était plus désormais qu'une expression de mauvais goût, les difficultés monétaires un accident dû à l'incompréhension entre les peuples et à la mauvaise volonté des gouvernements. Avec l'abandon de toute théorie sur le développement (dramatique ou pacifique) du capitalisme, sur ses rapports

(Suite page 4.)

## ÉTAT, DÉMOCRATIE ET OPPORTUNISME

Après les échauffourées avec la police le 21 juin dernier, la Ligue communiste a été dissoute et des poursuites ont été engagées contre ses militants.

Le fait que l'Etat remplisse sa fonction ne saurait surprendre les marxistes : « L'Etat est le produit et la manifestation du fait que les contradictions de classes sont inconciliables »... écrivait Engels, qui ajoutait : « Comme il est né du besoin de réfréner les oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, en règle générale, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi la classe dominante. » Bref, l'Etat est une trique.

Cette fonction découle de la nature même de l'Etat, quelle que soit sa forme, et l'Etat démocratique ne saurait donc y faire exception : « La démocratie, disait Lénine, c'est l'Etat reconnaissant la soumission de la minorité à la majorité : autrement dit c'est une organisation destinée à assurer l'exercice systématique de la violence par une classe contre une autre, par une partie de la population contre l'autre partie. »

Lorsqu'il réprime, l'Etat démocratique, bien loin de violer on ne sait quelle règle idéale, agit donc en pleine conformité avec sa raison d'être. S'il dissout une organisation fasciste comme l'Ordre Nouveau, c'est que, dans sa forme démocratique, il se porte très bien, et que la bourgeoisie n'a pas besoin du renfort du parti fasciste, que seuls le déchaînement des antagonismes de classes et l'impuissance des partis démocratiques à contrôler le prolétariat pourraient rendre nécessaire. Lorsqu'il dissout une organisation « de gauche » comme la Ligue communiste, qui prétendait défendre l'ordre démocratique — et qui pour ce faire s'est permis de troubler l'ordre tout court — l'Etat ne fait que rappeler que la défense de l'ordre est son travail, et qu'il a la force de le faire. Le Figaro du 29/6 l'explique : « S'il y a un Etat, il est évident qu'il ne peut tolérer la prolifération des armées privées. Or, il y a dans ce pays, et c'est heureux, un Etat (c'est nous qui soulignons). Ni les fascistes d'Ordre Nouveau... ni les gauchistes... ne peuvent être tolérés. »

La grande leçon que tire le marxisme du fait que l'Etat, loin d'être neutre, au-dessus des classes, loin d'être l'expression d'on ne sait quelle volonté générale, est bien l'organisation centralisée de la violence des classes dominantes contre les classes exploitées, est la suivante : le prolétariat ne peut s'émanciper qu'en opposant

(Suite page 2.)

## LETTRE D'ITALIE :

## Démocratie et fascisme la main dans la main

En avril dernier à Milan, un agent de police était tué par un engin explosif lancé par les fascistes. Les murs de la ville, et ceux de l'université en particulier, furent aussitôt couverts d'inscriptions du genre « Almirante assassin, Andreotti complice » (Almirante est le secrétaire général du parti fasciste MSI, Andreotti était à l'époque président du conseil). Le gauchisme infantile trouvait immédiatement un terrain favorable pour montrer la complicité de la bourgeoisie dominante avec le fascisme, sans se rendre compte que ce qu'il disait, même une vieille crapule socialiste comme Nenni, était prêt à le déclarer : tout cela est dû au « vide de pouvoir » (c'est-à-dire au fait que les socialistes ne font pas partie du gouvernement) ; le PCI, lui, reprenait pendant ce temps-là ses lamentations sur la nécessité d'avoir un gouvernement « différent » avec une opposition « différente ».

Qu'entre fascisme et démocratie il n'y ait aucune opposition, c'est une de nos convictions les plus enracinées (et une conviction amplement justifiée par les faits), mais on ne peut pas les identifier purement et simplement, comme le fait un « gauchisme » fanfaron, digne héritier du maximalisme d'autrefois, qui ne voit aucune évolution dans les formes politiques et ne se préoccupe donc pas de les étudier dans leur rôle spécifique. Dans une telle conception, l'histoire devient un jouet dans les mains de la bourgeoisie qui, consciemment, prendrait aujourd'hui une couleur et demain une autre pour les besoins de sa domination, indépendamment des déterminations

économiques et sociales.

On assiste aujourd'hui, en particulier en Italie, à deux phénomènes singuliers mais parfaitement compréhensibles et « prévisibles » si on ne les isole pas du contexte économique, social, politique de l'après-guerre. D'une part, les « démocraties » prennent des aspects de plus en plus fascistes dans la mesure où elles introduisent dans l'Etat toute une série de structures, présentées en son temps comme « révolutionnaires » par le fascisme, qui accentuent l'importance de l'exécutif par rapport au législatif (exemple typique, le gaullisme en France), tendent à contenir la « partitocratie » en coiffant les différents partis d'un sommet unique — expression de la conception selon laquelle dans la société les classes ne sont pas opposées (la quintessence de la démocratie) et ne peuvent s'exprimer en partis luttant les uns contre les autres — et réalisent, sur la base de la même conception, l'insertion du syndicat dans les mailles de l'Etat. D'autre part, les fascistes (qui n'ont d'ailleurs jamais brillé par leur cohérence) remplissent le « vide » laissé à droite (ce n'est pas par hasard qu'en Italie, ils ont absorbé les monarchistes et les libéraux, et qu'ils soutiennent aussi le clergé le plus réactionnaire), provoquant ainsi les réactions des « purs » attachés à la politique sociale du fascisme première manière.

Il est intéressant de noter à ce propos que pendant les vingt années de fascisme il y a eu aussi (sans parler des purges et des répressions) des levées de bouilliers de la part de fascistes « de gau-

che », en particulier de syndicalistes qui croyaient pouvoir mettre sur pied, sous le régime des corporations, une structure où les représentants du patronat et ceux des travailleurs auraient le même pouvoir contractuel (déjà !) et où le secteur nationalisé aurait de plus en plus de poids (!!!), sans entamer pour autant l'autonomie du système corporatif. Evidemment, il ne faut s'étonner ni du fait que les mêmes choses réapparaissent aujourd'hui, plus ou moins maquillées, dans les partis « démocratiques », ni du fait que ce projet n'est pas réalisable (étant donné que les classes ont des intérêts inconciliables) et qu'il sert essentiellement, surtout aux moments critiques, de miroir aux alouettes pour attirer une partie du prolétariat déjà illusionné par les réformes social-démocrates. L'essentiel est de constater la synthèse, que le pouvoir de l'Etat bourgeois moderne doit constamment réaliser, entre les poussées des couches non bourgeoises, y compris l'aristocratie ouvrière, et la domination (qui est de plus en plus forte) de la grande bourgeoisie, et le fait que cette synthèse s'incarne, à travers une série d'« enrichissements » réciproques, tantôt sous la forme de la démocratie, tantôt sous la forme du fascisme, en une spirale que seul l'affrontement de classe décisif peut briser.

Seule la dégénérescence complète des traditions marxistes permet que des partis qui se disent encore communistes se risquent ouvertement du côté de la démocratie, alors qu'en 1920-1924 il est cer-

(Suite page 2.)

(Suite de la page 1.)

tait que la gauche « italienne » n'était pas la seule à se rendre compte des transformations inévitables qu'allait provoquer dans la forme de gouvernement la phase impérialiste si bien analysée par Lénine. Il est vrai que la gauche italienne en tirait des conclusions plus nettes, par exemple en préconisant l'abstentionnisme parlementaire (mais non politique). On peut cependant citer Boukharine qui écrivait de façon lumineuse :

« L'accroissement d'importance du pouvoir d'Etat modifie aussi sa structure interne. Le pouvoir d'Etat devient plus que jamais le « comité exécutif des classes dominantes ». Certes, celui-ci a toujours reflété les intérêts des « couches supérieures ». Mais dans la mesure où ces couches supérieures étaient une masse assez amorphe, l'appareil d'Etat organisé se juxtaposait à la classe (ou aux classes) non organisées dont il incarnait les intérêts. Maintenant les choses sont tout à fait différentes. L'appareil d'Etat incarne non seulement les intérêts des classes dominantes en général, mais aussi leur volonté collectivement exprimée. L'appareil d'Etat se juxtapose non pas aux membres dispersés des classes dirigeantes mais à leurs organisations. Ainsi, le gouvernement se transforme de facto en « comité » choisi par les représentants des organisations patronales, et devient le dirigeant suprême du trust capitaliste d'Etat. C'est là une des raisons majeures de ce que l'on appelle la « crise du parlementarisme ». (...) Le « pouvoir fort » s'appuyant sur une armée gigantesque et sur la marine, voilà l'idéal du bourgeois d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas là, contrairement à ce que croient certains, de « survivances des Junkers » (...). Il s'agit d'une formation politico-sociale tout à fait nouvelle, provoquée par le développement du capital financier.

(...) Etant le plus gros actionnaire du trust capitaliste d'Etat, l'Etat moderne est l'instance administrative supérieure englobant

ce trust. D'où sa puissance énorme, presque « monstrueuse ». (L'économie mondiale et l'impérialisme, ch. XI.)

Pour la domination bourgeoise à l'époque du capitalisme développé (et donc du prolétariat développé), le problème est d'offrir une solution qui ne soit pas le communisme. D'où son appui au réformisme qui, de son côté, lui facilite énormément les choses. Toutefois, quand le réformisme échoue, on en voit apparaître une copie revue et corrigée, le fascisme, qui hérite du réformisme en éliminant son bavardage sur la démocratie et la décentralisation et en rendant l'instrument d'Etat (la « trique », selon Lénine) plus efficace pour contrôler et absorber les poussées prolétariennes et unifier la réaction ennemie. C'est ici aussi qu'apparaît la fonction réelle de l'opportunisme, armé lui aussi de la même idéologie de « fraternisation » sociale (et le fait que certains pensent atteindre ce but en n'utilisant que les armes légales, et d'autres en utilisant même des armes « illégales », ne change rien au fond du problème).

Mais ce qui est intéressant à noter, c'est qu'il y a entre les deux formes extrêmes toute une série de formes intermédiaires qui ne doivent pas nous tromper. Quand, par exemple, le premier ministre français Messmer présente son gouvernement avec la phrase pompeuse : « Nous proclamons qu'entre le collectivisme et le capitalisme classique une troisième voie est possible », répétant ainsi un slogan « fasciste » qui est devenu un lieu commun pour tous les gouvernements, et qu'il annonce une série de mesures sociales portant sur l'augmentation du salaire minimum, une imposition plus stricte

des grandes fortunes, la participation aux bénéfices, etc., il prend modèle plus sur un réformisme modéré que sur un fascisme modéré, même si le point de référence reste le mouvement gaulliste. Plus exactement, il montre que les deux formes se touchent et s'entrecroisent. Toutefois, quand l'anarchie de la production d'une part, et la pression sociale d'autre part, entraînent la nécessité d'avoir une politique qui discipline de façon plus sévère même les capitaux privés (mais dans l'intérêt du capitalisme en général), la nécessité du fascisme au sens le plus strict du terme apparaît.

Il ne faut donc pas chercher la différence entre le fascisme et la démocratie réformatrice dans leur programme économique : tous deux se présentent comme des systèmes ayant dépassé le libéralisme (c'est-à-dire la démocratie maximum en économie), mais en fait, ils ne sont rien d'autre que le libéralisme adapté aux exigences du capitalisme dans sa phase ultime. La différence est dans la fonction politique, et ici le fascisme au sens strict se montre encore plus « révolutionnaire » en allant plus loin aussi dans la forme politique que le gouvernement démocratique de type parlementaire, et en se présentant comme une forme « idéale » par son adéquation parfaite aux intérêts du grand capital. Mais, pour cette raison même, son régime dure moins longtemps, il est plus instable et plus... coûteux, car il ne possède pas tous les organes amortisseurs de la démocratie traditionnelle.

Aussi est-ce une forme qu'un mouvement comme le MSI, c'est-à-dire le fascisme « respectable », rejette aujourd'hui, pas seulement par calcul hypocrite, mais parce qu'il sait qu'elle n'est pas adaptée aux circonstances et que, pour l'instant, on peut obtenir de meilleurs résultats dans le cadre de la démocratie.

La multiplicité des formes et des étiquettes que l'on peut donner aux différents gouvernements ne doit jamais nous faire perdre de vue leur contenu social. On peut dire que les fascistes « clairvoyants » qui voient dans le fascisme le moyen

de sauver la république antifasciste sont loin d'être des imbéciles. A ceci près, bien entendu, qu'ils oublient le prolétariat : lui aussi a un parti unique, mais un parti de classe et non de conciliation de tous les intérêts ; un parti où les adhésions ne sont pas obligatoires, mais volontaires : un parti exigeant, pour celui qui y adhère, aussi bien sur le plan du programme, que sur celui de l'organisation. Mais surtout le caractère du parti unique prolétarien n'a rien à voir avec celui du parti unique fasciste, parce que celui-ci annule la présence des autres partis en prétendant les absorber (pour incarner l'« intérêt général »), alors que le parti révolutionnaire communiste ne reconnaît pas aux autres partis le droit d'exister parce qu'il incarne ouvertement la domination d'une seule classe, celle qu'il représente, et non de « toute la société » comme dit la formule qui ne sert qu'à marquer le gouvernement de la bourgeoisie.

En conclusion, pour des marxistes, le problème du choix entre démocratie et fascisme ne se pose pas, car tous deux servent exactement au même titre la domination du capital moderne et la première peut jouer un rôle contre-révolutionnaire plus efficace que le second.

La lutte du prolétariat contre le capitalisme ne peut donc en aucun cas viser à « défendre la démocratie », ni, comme nous l'affirmions dès 1921, s'appuyer sur les forces « démocratiques » et « antifascistes » :

« Nous affirmons que le mouvement communiste doit écarter toute entente organisationnelle avec des mouvements qui n'orientent pas leur préparation dans le sens des exigences de la lutte décisive (...) »

« Si nous arrivions, en alliance avec d'autres mouvements politiques, à immobiliser le fascisme au moyen d'une action de « défense prolétarienne » en accord avec d'autres éléments, ce but une fois atteint, nous, communistes, nous voudrions profiter de la défaite partielle de l'ennemi pour aller plus loin, pour abattre le pouvoir bourgeois. Alors nos alliés d'hier, partisans du rétablissement de la voie normale, verraient logiquement en

nous des perturbateurs et deviendraient nos pires ennemis. On pourrait nous dire que, puisque nous aurions jusqu'alors utilisé leurs forces et exercé notre propagande au sein de la masse, nous pourrions les déborder et poursuivre notre action spécifique en prenant seuls et directement en main la direction de la lutte. Ceux qui raisonnent ainsi prouvent qu'ils se font une idée littéraire et théâtrale de la révolution et ne comprennent pas que les conditions du succès résident surtout dans la préparation organisationnelle des forces qui luttent pour la révolution. Cette préparation, dans sa phase ultime, doit, sous peine de catastrophe, prendre le caractère technique d'un encadrement, d'une organisation militaire disciplinée. Une évolution tactique est facilement réalisable tant qu'on lutte à coups de discours, d'ordres du jour et de déclarations politiques verbales, mais sur le plan organisationnel il est impossible de changer de front. La scission politique est une réalité et une exigence historique, mais la scission d'une armée déjà engagée dans le combat mène inévitablement au désastre : elle laisse derrière elle non pas deux armées, mais pas d'armée du tout, car l'organisation militaire de lutte est nécessairement fondée sur l'unité hiérarchique des organes de commandement, sur l'indissolubilité de tous les organes annexes. La partie de cette armée divisée en deux camps qui passerait à l'ennemi, battu mais non écrasé, trouverait un point d'appui solide et des possibilités d'action. L'autre partie, celle qui devrait agir seule, n'aurait plus aucune consistance organisationnelle, plus de réseau d'encadrement en état de fonctionner ; elle n'aurait plus aucune capacité de combat.

« C'est pourquoi nous sommes contre les ententes défensives, à plus forte raison quand il s'agit non pas de s'opposer à la réaction par des jérémiades de libéraux, mais de lui opposer une action de force. Dans le premier cas le résultat est nul, dans le second on dénature le sens de la préparation révolutionnaire. » (« La valeur de l'isolement », Il Comunista, juillet-août 1921.)

Les faits d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, confirment cette position et démontrent combien il est défaitiste pour le prolétariat de rechercher toutes les différences possibles entre démocrates et fascistes et de faire découler de là sa propre tactique, alors qu'il est toujours plus clair que, par-delà les affrontements momentanés, ceux-ci ne font que se partager la sale besogne de la contre-révolution.

## ÉTAT, DÉMOCRATIE ET OPPORTUNISME

(Suite de la page 1.)

à la force concentrée de l'adversaire, une force toute aussi concentrée dont le Parti Communiste Mondial doit être l'organe centralisateur : le prolétariat a besoin de l'insurrection violente, de la destruction de la machine d'oppression bourgeoise, de la dictature et de la terreur rouges dirigées par le parti unique prolétarien. A cette tâche, le parti doit se préparer politiquement et organisationnellement par avance ; ceux qui prétendent mener le prolétariat à la révolution en alliant le geste révolutionnaire au respect de la légalité démocratique sont destinés à devenir tôt ou tard les serviteurs déclarés de la bourgeoisie.

Telle n'est évidemment pas la leçon que tirent les partis solidisant ouvriers qui prétendent, grâce à l'Etat démocratique, passer sans douleur au socialisme. Quand le chef de l'Etat déclare : « Nous nous acharnons à sauver la liberté. La défense de la liberté impose la fermeté », le PCF répond : « Mais l'attitude du gouvernement et de son ministre de l'Intérieur, leur complaisance à l'égard de la provocation fasciste de la Mutualité, le 21 juin, dément cette belle fermeté à l'égard des trublions fascistes. » (Voir Le Monde du 29/6/73.) Cela fait belle lurette qu'au nom de la démocratie le PCF réclame un « Etat fort » et qu'il condamne « toute violence, de droite comme de gauche ». Ses protestations actuelles sur « l'atteinte à la démocratie » que serait la dissolution de la Ligue cachent mal le fait que ce parti a toujours milité pour une telle issue.

Quant à la Ligue communiste frappée par l'Etat, elle vient de démentir une fois de plus sa prétention d'avoir une orientation politique antiréformiste et anticapitaliste. Se plaçant sur le terrain de la « démocratie outragée », revendiquant un front de « tous les démocrates » en faisant appel à ces laquais de la bourgeoisie que sont les partis « de gauche », s'appuyant sur M. Mitterrand, défenseur zélé de l'Etat et de l'impérialisme, la Ligue révèle sa nature social-démocrate centriste, commune à l'ensemble du courant trotskyste. L'action politique de ce courant est basée sur des principes identiques à ceux de la social-démocratie réformatrice (PCF en tête) : possibilité d'utiliser l'Etat capitaliste comme levier de la révolution prolétarienne ; défense des « libertés démocratiques » en tant que condition de cette utilisation et même de la « transformation » de l'Etat ; front politique avec « tous les démocrates » comme condition de la lutte anticapitaliste. En substance, la fonction du centrisme consiste à donner un label d'honorabilité « révolutionnaire » aux agents ouverts de la bourgeoisie au sein du prolétariat. Il peut, à certains moments historiques et dans une certaine mesure, canaliser la violence prolétarienne (ce n'est pas le cas aujourd'hui), mais en aucune manière la mener à son terme : la destruction de l'Etat capitaliste et l'instauration de la dictature prolétarienne.

L'histoire a montré dans les heurts de classes du premier après-guerre que les partis social-démocrates, agissant au nom de la défense de la démocratie, et la défendant dans les faits, ont directement réprimé par leur alle réformatrice, et paralysé par leur alle centriste prétendument de gauche, l'offensive prolétarienne contre l'Etat bourgeois en Europe occidentale et centrale ; elle a également montré que si la tâche du fascisme était de renforcer l'Etat bourgeois, la « victoire » de la démocratie sur le fascisme au sortir de la seconde guerre impérialiste avec l'appui politique direct ou indirect de tous ces partis n'a conduit à son tour qu'à un nouveau renforcement de l'Etat, donc de la machine de guerre de la bourgeoisie contre la révolution communiste. L'histoire a enfin confirmé, notamment en Russie, que la lutte contre l'Etat et la victoire révolutionnaire sont inséparables de la lutte contre tous les partis qui se nourrissent aux principes de la social-démocratie, quelles que soient leurs nuances et leurs justifications occasionnelles, quelle que soit l'aurole de martyr que les exigences de conservation de la classe dominante peuvent parfois leur conférer.

## A CHACUN SA RÉVOLUTION CULTURELLE

Les jeunes capitalismes pressés de se donner un solide Etat national à l'ombre et sous la protection armée duquel ils puissent se développer, ne peuvent rien moins que se payer leur « révolution culturelle », c'est-à-dire une tentative pour discipliner sérieusement les « consciences » dans le but d'une intensification, et si nécessaire, d'une exaspération de l'effort productif. Arrivés en retard sur la scène mondiale, ceux-ci ne cherchent pas — comme la bourgeoisie révolutionnaire d'il y a deux siècles — les lumières de la science, de la raison, de l'anti-obscurantisme : à la « culture », ils ne demandent pas qu'elle « libère » les esprits, au moment où l'explosion des forces productives « libère » les bras entravés par les chaînes des vieux modes de production ; au contraire, ils lui demandent de les enchaîner le plus sérieusement possible à ces forces matérielles jaillissantes. C'est pourquoi les néo-voltairiens des « différentes révolutions culturelles » reviennent de préférence à l'obscurantisme religieux, au traditionalisme moral, au conformisme des coutumes ancestrales ; et pour quoi ils ressuscitent Confucius sous l'habit de Mao en Chine, ou Mahomet sous l'habit de Kadhafi en Libye.

Les vieilles religions chinoises d'un côté, l'islamisme de l'autre, ont ce point en commun qu'elles sont la codification de normes de conduite pratique, minutieuses et rigoureuses comme les règlements de police de n'importe quel Etat ultra-« rationnel » et ultra-« éclairé », et peut-être plus encore. Si Kadhafi brûle les livres contenant « des idéologies capitalistes et judéo-communistes (!) de l'Est et de l'Ouest », et déclare que seules seront autorisées en Lybie les idéologies qui « dérivent du livre de Dieu, le Coran », c'est que ce grand livre, s'il n'enseigne pas à extraire

le pétrole ou à transformer le désert en prairie, enseigne ces vertus capitales de la résignation, de l'obéissance et de la soumission servile à l'ordre hiérarchique nécessaires pour supporter « les larmes, la sueur et le sang » de l'édification nationale rebaptisée socialisme. Et comme les prières des muezzin ne suffisent pas, on distribue des armes aux propagandistes enragés et aux agitateurs fanatiques « au service d'Allah » ou de Confucius ou de Mao. Et les intellectuels « de gauche » de ju-

biler : c'est la... révolution ininterrompue.

La bourgeoisie est née antireligieuse, laïque, anticonformiste, mais bien vite elle s'est rendu compte que le bon dieu vaut bien à lui seul cent gardes-chiourmes et mille sbires. Là où elle commence à naître aujourd'hui, elle ne passe plus par les limbes du rationalisme : elle se précipite tout de suite dans les bras des prêtres. Napoléon ne disait-il pas : s'il n'y avait pas le bon dieu, les pauvres égorgeraient les riches ?

## Front commun pour l'impérialisme français

Les troupes françaises dans l'Océan Indien servent à protéger les intérêts impérialistes français sur la route du pétrole et des matières premières et à maintenir l'oppression sur les populations de plusieurs îles, dont Madagascar, les Comores, la Réunion, etc.

Après l'agitation sociale qui secoue la « grande île » depuis mars 71, les navires basés à Diego-Suarez seront répartis entre les Comores et la Réunion, tandis que l'Etat Major deviendra mobile, ceci dans deux ans, mais la marine française pourra même après ce délai trouver à l'arsenal de Diego-Suarez « les droits d'escale et de réparation, sans aucune limitation ».

Cela aurait pour effet, poursuit Le Monde du 7/6/73, « de rendre plus discrète la présence militaire dans l'Océan Indien, sans véritablement porter préjudice à son efficacité éventuelle ». Quant aux troupes terrestres, elles seront immédiatement transférées, au moins pour partie, selon le général Bigard, à La Réunion, « distante de 900 km de Madagascar », précise Le Monde. Inutile donc de dire qu'au sortir des prétendues négociations entre l'Etat français et ses hommes de paille malgaches, l'impérialisme français est saisi et maintient son oppression sur les populations de la « grande île ».

De son côté L'Humanité du 6/6/73 feint hypocritement de se plaindre du transfert des troupes à La Réunion : « C'est aggraver une politique qui rencontre une large opposition dans l'île. D'autre part, le coûteux entretien d'une force d'intervention — contre qui ? — dans cette région ne peut qu'y desservir les intérêts véritables de la France ». En effet, ce crétinisme boutiquier n'a d'autre objet que de cacher l'aplatissement le plus misérable devant l'Etat : face aux « incidents » qui se succèdent depuis la grève du 7 mai, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO « réunionnaises ») condamne les « actes de violence » et « certaines actions exercées contre des métropolitains » ! Cette canaille invite les travailleurs à « s'abstenir de toute manifestation sur la voie publique » et demande enfin à l'Etat que « le maintien de l'ordre soit assuré par la police et la gendarmerie, plus proches de la population. » (Voir Le Monde du 12/6/73.)

Voici les gens avec lesquels l'opportunisme « gauchiste » prétend que le marxisme, sous prétexte de « réalisme », et sous peine « d'utopie » et de « sectarisme » ne devrait pas rompre !

# Le parti dans les situations historiquement défavorables

— Un point de repère : nos "Considérations" de 1965 —

« 8. Etant donné que la dégénérescence de toute la société se caractérise par la falsification et la destruction de la théorie et de la saine doctrine, il est clair que le petit parti d'aujourd'hui se caractérise essentiellement par la restauration des principes et de la doctrine, bien que les conditions favorables dans lesquelles Lénine a accompli cette tâche après le désastre de la première guerre fassent défaut aujourd'hui. Cependant, nous ne pouvons pas pour autant dresser une barrière entre théorie et action pratique, parce que, au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe.

Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de forces réels le permettent. »

(« Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable ». Il programma comunista n° 2, 1965) (1).

Les Considérations furent rédigées au début de l'année 1965, sous une forme lapidaire, avec l'intention précise d'éclaircir et de réaffirmer les tâches du parti dans une phase, non de grands affrontements de classe, mais de profonde stagnation du mouvement réel du prolétariat et d'obscurcissement de sa conscience politique (le parti). Elles représentent ce qu'on peut appeler à juste titre notre *Que faire?*; nous ne disons pas cela pour faire de la rhétorique, ou en raison d'analogies extérieures, mais, dans un sens bien plus profond et dialectique, parce qu'elles se situent exactement sur la même ligne et répondent, avec des mots différents, au même objectif inscrit dans la vision générale du marxisme.

Comme *Que faire?*, elles visent à donner une juste orientation à l'organe-parti, qui, dans une « situation générale historiquement défavorable » ne peut être que ce « petit groupe compact, qui suit une voie escarpée et difficile en se tenant fortement par la main » dont parle Lénine. Dans une telle situation il ne s'agit pas et ne peut pas s'agir d'attaque, mais il s'agit et doit s'agir de préparation révolutionnaire, ce qui exige de regarder en face la réalité objective, non pour s'y adapter, mais pour ne pas se laisser emporter par elle.

De même que le marxisme ne contient pas un grain d'utopisme, de même notre texte — à l'opposé, même sur le plan formel, des innombrables plates-formes des trotskysmes — ne fait de concession ni à la doucereuse rhétorique de ceux qui cherchent une voie rapide, courte et facile pour sortir de la plus terrible contre-révolution de l'histoire, ni à la résignation passive de ceux qui, parce qu'ils ne l'ont pas trouvée (ou parce qu'ils ont jugé la voie trop longue et trop difficile) déposent les armes. Le parti dont ce texte émane ne cache pas mais déclare au contraire ouvertement que la situation objective actuelle de la société et donc de la classe « ne pourrait être pire ». Non seulement il ne refuse pas, mais il accepte d'être — en vertu de déterminations matérielles, et non parce qu'il l'aurait désiré ou choisi — un noyau petit et même très petit de militants : si on veut, l'embryon du parti de demain, celui qui enfin méritera « à la fois le nom de parti historique et de parti formel », lorsque « l'action et l'histoire réelles [auront] résolu la contradiction apparente (...) entre parti historique, c'est-à-dire contenu (programme historique invariable) et parti contingent, c'est-à-dire forme, agissant comme force et pratique physique d'une partie décisive du prolétariat en lutte » (Thèse 12). Comme Lénine dans le premier chapitre de *Que faire?*, mais avec d'autant plus de sévérité

que la phase actuelle est en retard par rapport à celle de 1902, et qu'il faut que tous les militants en aient clairement conscience, il sait et ne craint pas de dire que l'histoire lui a confié la tâche de « survivre », ce qui est mille fois plus difficile que d'attaquer, et au moins aussi difficile que de vaincre après avoir pu et su attaquer. Comme le texte classique de Lénine, il ne craint pas de dire, à la barbe de tous les concrétistes, que la « restauration des principes doctrinaux » du mouvement communiste, c'est-à-dire de la théorie, est la condition première, essentielle, de cette transmission, dont dépend, non le retour des situations révolutionnaires — qui sont le produit d'un concours de circonstances matérielles extérieures à 95 % au parti de classe (et à tout parti, même le mieux armé) — mais leur aboutissement à la conquête et l'exercice du pouvoir.

Comme *Que faire?*, d'autre part, il rejette l'idée que la restauration et la défense intégrales de la doctrine marxiste invariante puissent s'accomplir autrement que par le moyen d'un organe, d'une organisation militante, d'un noyau compact exerçant de façon unitaire l'ensemble des fonctions qui caractérisent le parti à la fois historique et formel — même si les conditions objectives restreignent son champ global d'action, et plus encore son intervention secteur par secteur; s'il n'exerçait pas ces fonctions, et s'il ne s'y préparait pas par un entraînement difficile, pénible et sans gloire, même cette jonction lointaine ne serait pas possible.

Ces points sont d'ailleurs mis en lumière dans les paragraphes suivants de nos Thèses caractéristiques (Réunion générale du 8-9.12.1951) (1) :

« 4. Aujourd'hui, bien que nous soyons au cœur de la dépression et que les possibilités d'action s'en trouvent considérablement réduites, le parti, suivant en cela la tradition révolutionnaire, n'entend pas interrompre la continuité historique de la préparation d'une future reprise généralisée du mouvement de classe, qui fera siens tous les résultats des expériences passées. La réduction de l'activité pratique n'entraîne pas le renoncement aux postulats révolutionnaires. Le parti reconnaît que la réduction de son activité est plus marquée quantitativement dans certains secteurs, mais l'ensemble des aspects de cette activité ne change pas pour autant et le parti n'y renonce pas expressément.

« 8. Malgré le nombre restreint de ses adhérents, déterminé par les conditions nettement contre-révolutionnaires, le parti n'interrompt pas son activité de prosélytisme et de propagande de ses principes, sous toutes ses formes, orales et écrites, même si ses réunions ne rassemblent que peu de monde

et si sa presse n'a qu'une diffusion limitée. Le parti considère la presse comme sa principale activité dans la phase actuelle, car elle est un des moyens les plus efficaces autorisés par la situation réelle pour indiquer aux masses la ligne politique à suivre et pour diffuser de façon organique et plus large les principes du mouvement révolutionnaire.

« 9. Ce sont les événements, et non la volonté ou la décision des hommes, qui déterminent donc aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale. Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant. »

Comme l'affirment clairement les *Considérations*, le fait que Marx et Engels « avaient le droit » de déduire de leur distinction entre parti historique et parti formel qu'ils « se moquaient bien d'être membres d'un parti formel... puisque leur œuvre les plaçait dans la ligne du parti historique », n'autorise « aucun militant d'aujourd'hui à en conclure pour autant qu'il a le droit de choisir d'être en règle avec le « parti historique » en se moquant du « parti formel », car « il n'y a pas d'opposition métaphysique entre les deux notions, et il serait stupide de les exprimer dans une formulette du genre : je tourne le dos au parti formel et je vais vers le parti historique » (Thèse 12).

Nous ne serions pas des marxistes si nous dressions « une barrière entre théorie et action pratique », car le matérialisme nous enseigne que « au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe » (Thèse 8). Mais cette affirmation ne suffit pas : notre texte la complète en affirmant que le parti, qui par principe et comme il l'a toujours ouvertement déclaré, s'oppose à toute conception qui voudrait le réduire à une secte secrète ou une élite, à une association « laboriste » composée uniquement de prolétaires, ou encore à un cénacle culturel, intellectuel et scolastique, « développe en son propre sein (non pas demain mais, de façon embryonnaire, dès aujourd'hui) les organes

aptes à différentes fonctions que nous appelons propagande, prosélytisme, travail syndical, etc., et, demain, organisation armée [un demain qui ne viendra jamais si on n'en prépare pas longtemps à l'avance les conditions minimales] » (Thèse 9); c'est pourquoi, dans la mesure correspondant aux conditions réelles et aux possibilités objectives offertes par celles-ci, il consacre à chacune de ces fonctions le même soin attentif, sans jamais les considérer comme des secteurs séparés (car « une telle distinction est mortelle non seulement pour l'ensemble du parti mais aussi pour chaque militant »), en proclamant au contraire « qu'en principe, aucun camarade ne doit être étranger à aucune d'entre elles » (2) car toutes sont, qualitativement, également vitales pour le parti, et aucune, aussi modeste qu'elle soit, ne doit être abandonnée sous prétexte qu'elle donne dans l'immédiat — ce n'est pas pour nous une surprise — des résultats dérisoires.

Comme *Que faire?*, notre texte a pour point de départ la défense vigoureuse et passionnée du dogmatisme, c'est-à-dire de l'invariance de la doctrine, et de l'affirmation que celle-ci doit prévaloir pour que l'action (quelle que soit son importance quantitative) soit conforme aux principes; il poursuit en revendiquant le caractère indissociable de ces tâches plus modestes et moins exaltantes, mais nécessaires aussi comme oxygène de la théorie, que sont le prosélytisme, la propagande, le travail syndical, l'agitation (3), etc., — en somme l'importation de la théorie dans une couche même minime de la classe. Ainsi les *Considérations* combattent pour défendre de manière inséparable et la lourde tâche — aujourd'hui presque surhumaine — de réaffirmation des « principes doctrinaux » en les précisant toujours davantage, et les tâches plus humbles, mais tout aussi difficiles, de préparation du petit noyau communiste rescapé — mais bien décidé à survivre — à l'ensemble des missions qu'il ne saurait négliger sans se condamner lui-même à mort.

Elles le font en envisageant moins les chances — évidemment infinitésimales — d'influencer la classe ou même une minorité restreinte de celle-ci, que la possibilité de préparer et donc de former le noyau qui sera appelé à devenir

l'état-major de la révolution — dans des situations qui, sans doute, seront radicalement différentes de celle d'aujourd'hui, mais qui lui seront dialectiquement et indissolublement reliées.

Ou bien on admet, avec humilité mais avec fermeté, que ces tâches, toutes ces tâches sans exception — encore qu'à des degrés différents pour des raisons de fait —, se conditionnent mutuellement de sorte que l'une déperit si elle est coupée de l'autre, ou bien on détruit, en même temps que le parti, la théorie elle-même, c'est-à-dire qu'on détruit l'avenir de la classe. Ou bien on reconnaît que l'organe-parti se forme précisément dans des situations contre-révolutionnaires en développement, (bien qu'à des degrés différents comme c'est le cas de tout organisme dans certaines phases de son cycle de vie), toutes ses fonctions spécifiques, et donc en préparant des militants qui soient le plus complets possible (ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient pas plus aptes à exercer telle fonction que telle autre en s'intégrant dans la vie collective du parti révolutionnaire — c'est là le sens de l'unitarisme et du centralisme organique), ou bien on retombe dans la métaphysique des sectes, des élites et des cercles intellectuels, culturels et scolastiques : c'est-à-dire qu'on se suicide en tant que parti.

Contre cette débâcle finale née de l'impuissance à tirer les « leçons de la contre-révolution », notre texte est une sévère et vigoureuse mise en garde. Tel est notre mot d'ordre, non de 1965, mais de toujours.

(1) Traduction française à paraître prochainement dans notre recueil *Défense de la continuité du programme communiste*.

(2) Tel est également le sens — le seul possible pour des marxistes — du dépassement tendanciel au sein du parti, non pas de la division sociale du travail, mais de ses ignobles barrières : ni réduction de toutes les fonctions à une seule, qu'elle soit simple ou complexe, ni égalisation de tous les dons personnels et même de toutes les « compétences et spécialisations » des individus, mais intégration de ceux-ci dans la collectivité — parti et dans l'activité militante de chacun de ses membres.

(3) Il faut souligner que même aujourd'hui l'agitation ne peut être exclue, dans des moments épisodiques et fugitifs sans doute, mais féconds pour la préparation des militants.

## Le social-impérialisme "de notre temps" est le digne héritier de celui d'hier

Tirant les leçons du Congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907, Lénine montrait comment ce congrès « avait mis concrètement face à face sur (une) série de questions importantes, l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste de la social-démocratie internationale ».

Pour ne pas heurter « inopportunistement » les préjugés de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, c'est-à-dire de leur clientèle électorale, les opportunistes d'alors (Bernstein, pour ne citer que le plus connu) voulaient en effet laisser « provisoirement » dans l'ombre la revendication du vote des femmes; faire reconnaître par le congrès la possibilité d'une « politique coloniale socialiste », c'est-à-dire faire admettre que l'impérialisme d'un Etat bourgeois doté d'un « gouvernement de gauche » pouvait présenter « certains aspects civilisateurs » (« justification » classique des gouvernements bourgeois, qu'on a retrouvé aussi bien dans la bouche d'un Tillon en 45-47 que d'un Guy Mollet ou Mitterrand lors de l'envoi du contingent en Algérie). Enfin, sur la question de l'immigration, les mêmes opportunistes, écrit Lénine, « s'étaient mis dans la tête l'idée de restreindre

le droit des ouvriers des pays arriérés d'émigrer », en particulier pour les coolies chinois et les japonais : selon les sociaux-démocrates « bien éduqués » à la Bernstein, ces prolétaires étaient trop dépourvus de traditions politiques et de capacité d'organisation, et risquaient donc d'affaiblir ou de paralyser la lutte revendicative des ouvriers des pays capitalistes développés.

De la même façon aujourd'hui le PCF, pour justifier l'appui ouvert qu'il donne aux mesures par lesquelles la bourgeoisie française entreprend de discipliner l'immigration en fonction des impératifs économiques et politiques de la production capitaliste (mesures qu'il avait réclamées dans un projet de loi déposé dès 1967), ose invoquer dans sa propagande, outre l'intérêt national, le manque de qualification, de culture, de traditions démocratiques des prolétaires portugais ou turcs; de la même façon, la proposition de loi du député PCF Léon Feix que son parti a présentée comme une « solution aux problèmes de l'immigration » n'exclut du risque d'expulsion (l'*Humanité* du 17/4/73) que « les étrangers ayant un conjoint ou un enfant français et les titulaires de la

carte de résistant ou d'ancien combattant » (quand on a servi de chair à canon à l'impérialisme français, cela mérite bien une récompense !). Le PC, la CGT et leurs satellites continuent dignement ainsi la tradition de la social-démocratie pourrie qui, au 20<sup>e</sup> congrès de la CGT en 1946, répondait par la bouche de Jouhaux, aux plaintes bien mesurées contre l'oppression impérialiste du syndicaliste guinéen Sékou Touré (qui, depuis, a fait son chemin opportuniste lui aussi...) : « Nous sommes fiers de notre civilisation, qui certes reste encore une civilisation capitaliste, mais qui a pu vous élever à la notion de l'homme, à la notion de la liberté, à l'impératif de la conscience et vous permettre aujourd'hui de prendre votre place dans la métropole parmi les hommes libres » (Le Peuple, 12/4/1946).

Aujourd'hui comme hier, selon les termes mêmes de Lénine, « l'esprit de corporation borné, l'esprit d'exclusive trade-unioniste », le mépris et la répulsion caractéristiques des représentants de l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat « non éduqué » font de ce parti l'agent actif de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat et le rempart de sa domination que le prolétariat international devra abattre.

Vient de paraître :

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 59

Sommaire

- Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats ?
- Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins.
- Appendice : discours du délégué de la fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I.C.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Proletaire ».

(Suite de la page 1)

avec l'autre camp, sur le triomphe final sur ce dernier (prévu pour 1980!), ce fut le règne souverain des affaires et du « business », et, pour protéger ses destinées, les *managers* de la nouvelle « direction collégiale » montèrent sur le podium. En dépit des prophéties de Staline, qui s'attendait à un rétrécissement progressif du marché occidental — confronté de surcroît à des rythmes de développement qui devaient permettre à la Russie et aux pays satellites, non seulement de se passer des marchandises étrangères, mais même d'exporter les marchandises excédentaires » (Staline, op. cit., p. 27: un socialisme avec surproduction!) — l'Occident traversait une nouvelle période de boom impétueux, les importations qui en provenaient n'arrêtaient pas de croître, et les deux prétendus marchés antagonistes tendaient à se fondre en un seul marché, dominé naturellement par les industries et surtout par les banques des capitalismes plus anciens. C'était, dans la réalité des faits et avant leur reflet explicite dans les « cerveaux », le passage complet à « l'économie officielle qui tente vainement de prouver qu'il est possible d'arriver à un équilibre stable sur le marché international avec les formules et les règles de la production de marchandises, et qui soutient même que les crises cesseront précisément le jour où la « civilisation » capitaliste se sera étendue au monde entier » (Dialogue avec Staline). A travers des accidents de parcours que seuls les folliculaires pouvaient interpréter comme des « renversements de tendance » ou comme un « retour au stalinisme », no-

## Bras dessus, bras dessous...

tre prévision selon laquelle les deux moitiés du marché mondial, séparées en apparence seulement, se rejoindraient puis fusionneraient, était en train de se vérifier.

De l'antagonisme, on était passé à l'émulation; de l'émulation on en est arrivé à ce que le communiqué final sur les entretiens Brejnev-Nixon appelle aujourd'hui sans ambages *coopération*, ajoutant que non seulement celle-ci est et sera toujours plus « à avantages réciproques » et apte à créer « les fondements solides des relations économiques », mais qu'elle constitue, et constituera encore plus à l'avenir, « un facteur permanent de la paix internationale ».

C'est dans ce contexte que se situe la visite que le *gentleman* souriant et mondain qui incarnerait soi-disant le socialisme à rendre, avec le battage que l'on sait, au gangster de la Maison Blanche. Le monde, stupéfait, regarde: la guerre froide qui semblait devoir se transformer d'heure en heure en conflit sanglant s'est changée en *paix chaude*, faite d'embrassades, de toasts, d'accords. Le monde alentour n'est pas seulement stupéfait, il se sent mal à l'aise. Les fantasmes d'un monde « articulé », d'une stratégie commerciale et politique à cinq, ou même à beaucoup plus, s'évanouissent d'un coup: c'est le « directoire à deux », hurlent les alliés de Washington (et pensent, sans le hurler, les alliés de Moscou). « Les distances entre nos deux nations diminuent aussi parce que nous avons des buts communs » avait déclaré Brejnev en débarquant en Amérique: en réalité, la lune de miel n'est pas seulement vaguement idéologique, elle est concrètement commerciale, pas seulement vaguement idéologique, mais très concrètement idéologique. Les grandes concentrations de capitaux se cherchent au détriment des petites: les immenses espaces de la Sibérie s'offrent à l'esprit d'entreprise des sociétés américaines, dont les rapports et les contacts avec les « partenaires » soviétiques continuent de s'accroître. La Russie, gros centre d'accumulation capitaliste, mais encore jeune et relativement arriéré, n'offre pas seule-

ment aux Etats-Unis des matières premières, mais aussi de gigantesques champs d'investissements de capital dans toute une « série de projets concrets avec la participation de compagnies U.S. »; elle n'a pas seulement compensé sa crise agricole en achetant des céréales aux Etats-Unis (pour une valeur de 56 millions de dollars en janvier et 68 millions de dollars en février); elle demande des capitaux, du matériel et l'indispensable « savoir-faire ». Quel est le vainqueur de ce *round* vertigineux d'échanges projetés ou déjà réalisés, sinon le gendarme mondial de l'impérialisme, les Etats-Unis? Qui s'« ouvre », et toute grande même, sinon l'orgueilleuse Mecque d'un faux socialisme qui devait rattraper d'abord, puis dépasser le capitalisme yankee? Les « avantages réciproques » ne profitent-ils pas essentiellement à ceux qui ont des capitaux à placer, non pas sur des aires limitées et à petites doses, mais dans des espaces énormes et à fortes doses, ce qui leur permet de desserrer l'étau de la crise soi-disant monétaire, enracinée en réalité dans les bases mêmes de l'appareil productif? Qui cède sur le terrain politique: ceux qui signent des accords sur le désarmement qui ne sont que des chiffons de papier sans valeur, ou ceux qui donnent l'ultime sanction à l'abandon définitif des peuples des aires sous-développées après avoir abandonné les prolétaires des métropoles impérialistes?

Selon *Le Monde* du 17-18 juin, un officiel américain aurait dit, au cours de la visite de Brejnev: « Nous ne croyons pas au miracle. Mais nous sommes persuadés que, plus le développement économique de l'U.R.S.S. dépendra de la haute technologie américaine, plus étroites seront les possibilités de choix de Moscou. Qu'on le veuille ou non, si les échanges continuent à se développer, l'U.R.S.S. deviendra intolérable et ne pourra plus se passer de notre aide ». A part le fait que l'U.R.S.S. est intoxiquée depuis longtemps déjà par les marchandises et les échanges, il y a, dans ce cri du cœur d'un personnage anonyme, un fond de vérité matérialiste: pour les héritiers du « socialisme dans

un seul pays », le chemin est irréversible. Mais le chemin des agents américains du capitalisme dans le monde entier l'est aussi, car si la Russie s'appuie dans son expansion capitaliste sur l'aide des capitaux américains, il est vrai aussi — encore qu'à un degré moins important — que les portes ouvertes de Brejnev offrent aux Etats-Unis un répit (fût-il momentané) qu'aucun de leurs fidèles satellites de l'Atlantique ou du Pacifique ne pourrait ni ne voudrait leur offrir. Leurs sorts sont liés...

Entonnerons-nous pour autant nous aussi les hymnes à la paix universelle, à la fraternité entre les peuples, à la fin des crises et des affrontements? Certainement pas. Derrière le décor de la fête grotesque de Washington se cachent des préoccupations tout aussi sérieuses que les espoirs et les perspectives dont on nous a rebattu les oreilles. Les deux grands ne se sont pas rencontrés uniquement pour signer des accords politiques et commerciaux: ils se sont rencontrés, en missionnaires appréciés ou méconnus du monde capitaliste, pour se livrer à des exorcismes. Chacun avait dans sa serviette une longue liste de difficultés, de plaies ouvertes, de problèmes non résolus. Ils ont mis ensemble non seulement leurs marchandises ou leurs capitaux, mais aussi leurs soucis, sans savoir que précisément de ces nouveaux rapports commerciaux vont naître de nouvelles difficultés, de nouvelles plaies, d'autres problèmes encore plus complexes.

« Le rideau de fer une fois transformé en toile d'araignée par l'émulation, la crise mercantile universelle mordra au cœur la jeune industrie russe. Voilà à quoi aura servi l'unification des marchés et la libre circulation du sang dans le corps du monstre capitaliste! Mais celui qui réalise cette unification unifie aussi la Révolution, qui pourrait bien trouver son heure mondiale après la crise du second entre-deux-guerres, et avant le troisième conflit » (Dialogue avec les morts, p. 146).

Dans un monde intoxiqué de marchandises et d'échanges mercantiles, les deux grands, sans le savoir, ont travaillé à faire apparaître le spectre terrifiant de la future révolution communiste.

## Chez les ânes savants

M. Régis Debray, dont les diplômes et les voyages ont fait l'autorité politique que l'on sait, vient d'expliquer dans le « *Nouvel Observateur* » la nécessité de faire « la critique d'un « modèle de parti » défini en 1902 pour un pays qui comptait 90 % d'illettrés ». Autrement dit, pour notre intellectuel exquieusement raffiné, Lénine, Que faire? et le parti bolchévique ne sont que des curiosités démodées, tout juste bonnes pour un peuple de kalmouks ignorants. M. Debray confirme ainsi — ce n'est pas une découverte pour les marxistes — que l'« *intelligentsia* » n'est qu'une caisse de résonance des idéologies bourgeoise et petite-bourgeoise à la solde du capital, et que tous ses diplômés n'empêchent pas qu'il soit, en matière de marxisme, un parfait illettré.

Les communistes n'ont pas une phrase à renier de Que faire? : le parti communiste, constitué sur la base de la doctrine marxiste intégrale et rigoureuse sera l'organe centralisé guidant vers la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de sa dictature la classe ouvrière que les coups de bâton de l'histoire (comme disait Trotsky), et non des leçons d'intellectuels, auront précipitée dans la lutte. Les philistins petit-bourgeois prendront alors des masses « non éduquées » de sérieuses leçons de marxisme, non dans des universités, mais à coup de pieds dans les fesses!

### PRESSE INTERNATIONALE

Au sommaire du n° 13 (27 juin 1973) de :

- IL PROGRAMMA COMUNISTA — Bras-dessus, bras-dessous, dans un monde intoxiqué de marchandises.
- Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire.
- Dégénérescence ou contre-révolution?
- Nouvelles des faux socialismes : Roumanie.
- Le Japon, modèle à suivre.

Au sommaire de son supplément :

### IL SINDACATO ROSSO

- De l'abîme de la contre-révolution à la reprise des luttes de classe.
- Activité de nos groupes syndicaux.

Abonnement annuel II Programma Comunista — II Sindacato Rosso : 20 F. Commandes au « *Proletaire* ».

## SOUSCRIPTION

1973

Liste n° 7

André, 100; Cavaillon, 70; Local, 26; Hervé, soutien, 20; François, 90; Annecy, 35; Cavaillon, mal, 70; Paris, local, mal, 1 700; Forli, 10; Paris Réunion publique mal, 216, 60; Souscription générale, avril, 2 266,30; Souscription exceptionnelle pour la presse du Parti, 5 400; J. C., 31; Pataro, pour la presse, 500; Constantine, 50.  
Total liste n° 7 ..... 8.929,90 F  
Total précédent ..... 22.827,95 F  
Total général ..... 31.757,85 F

# VIE DU PARTI

## DE KAUTSKY AUX GAUCHISTES NATURE ET FONCTION DU CENTRISME (REUNION PUBLIQUE A PARIS)

Une réunion publique s'est tenue à Paris le 19 juin sur le thème du centrisme social-démocrate, donnant le cadre théorique et historique d'une évaluation politique de la fonction de ce courant qui se prolonge aujourd'hui dans les groupes dits trotskystes, maoïstes et socialistes « auto-gestionnaires » type PSU.

En prenant les exemples tirés des cataclysmes sociaux qui ont secoué le capitalisme international pendant et après la première guerre mondiale, l'exposé a mis en évidence le *dédoubllement* inéluctable de la social-démocratie en deux courants, le premier « de droite » ou réformiste, le second « de gauche » ou centriste; ces deux courants ont les mêmes principes, le même programme et les mêmes buts: ils ne sont séparés que par leur attitude purement circonstancielle, mais nullement de principe, face à l'Etat capitaliste: pour le premier courant, la collaboration ouverte, pour le deuxième, une intransigeance de circonstance.

Les principes fondamentaux de la social-démocratie, résolument rejetés par le mouvement communiste, impliquent la possibilité pour le prolétariat d'utiliser l'appareil d'Etat capitaliste comme levier pour sa révolution et le refus de la destruction de l'Etat parlementaire; ils impliquent le refus de la dictature du prolétariat dans les faits (bien qu'elle soit reven-

diquée en paroles), car ils rejettent la centralisation de la violence révolutionnaire, c'est-à-dire l'exercice exclusif du pouvoir par le seul parti de classe; ils impliquent également le mariage des organes de la lutte révolutionnaire avec ceux de la démocratie parlementaire, et le frontisme politique avancé comme condition de la révolution. Il s'agit en bref des principes du gradualisme réformiste.

Ces principes à partir desquels la social-démocratie oriente son action, la poussent inévitablement, dans la réalité capitaliste, à tenter d'empêcher que la violence prolétarienne n'aille au bout de la lutte révolutionnaire, et la conduisent finalement à assurer elle-même, quand il le faut, la défense de l'Etat bourgeois: c'est ce qu'a montré le rappel des exemples de la révolution victorieuse en Russie et avortée en Allemagne. C'est alors que du sein même de la social-démocratie se dégage un courant qui, sur la base de ces mêmes principes qui ont toujours fait — et devront toujours faire — historiquement faillite, prétend revenir à une certaine indépendance politique face à l'Etat bourgeois, amorçant ainsi un nouveau cycle qui se terminera comme les précédents.

Le rôle historique du centrisme est justement de faire écran entre la social-démocratie, inexorablement portée à se déshonorer, et le mouvement communiste. Le rôle

contre-révolutionnaire de ce faux extrémisme centriste, aussi bien hier qu'aujourd'hui et demain, est justement de faire renaître continuellement la social-démocratie jusque dans le cours même de la révolution.

L'exposé a également montré que la reconstitution du mouvement communiste qui a mené à la victoire révolutionnaire d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste, s'est faite par une scission avec le centrisme. Le processus de dégénérescence de l'Internationale de Lénine, contre lequel la Gauche Communiste d'Italie s'est battue à partir des principes constitutifs de l'Internationale elle-même, s'identifie avec son glissement dans l'opportunisme qui l'a conduit irrésistiblement vers l'adoption des principes social-démocrates de toujours. L'exposé a montré encore une fois ce *dédoubllement* de la social-démocratie qui se manifesta par la fondation, contre le stalinisme, de la « IV<sup>e</sup> Internationale ».

Une rapide analyse du Programme de Transition a permis de mettre en évidence le fil ininterrompu qui le relie à la social-démocratie, comme le montre sa prétention à utiliser l'Etat capitaliste comme levier de la révolution prolétarienne (le fameux « gouvernement ouvrier et paysan » qui constituerait un pouvoir de transition entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat); comme le montre également son refus de la

violence centralisée (pluripartisme), et son réformisme (mesures transitoires qui iraient au-delà du capitalisme sous la domination de la bourgeoisie).

Un aperçu de l'histoire du mouvement trotskyste a permis de relever non seulement son frontisme de principe, mais aussi son alignement politique sur le front bourgeois dans les antagonismes interimpérialistes, comme ce fut le cas pendant la seconde guerre (soit du côté de la Russie pour *Voix Ouvrière*, soit du côté de cette dernière et du nationalisme français pour ce qui est du Secrétariat Européen de la IV<sup>e</sup> Internationale).

Un court commentaire du programme du PSU et des positions maoïstes a également permis de souligner ce fond social-démocrate commun.

L'exposé a conclu en rappelant que la préparation révolutionnaire de la classe ouvrière — comme la révolution d'Octobre le démontra lumineusement — exige une lutte sans trêve et sans concession contre la social-démocratie dite de « droite », aujourd'hui représentée par le PCF et les partis « frères », et contre le centrisme prétendulement extrémiste qui enrobe les mêmes positions social-démocrates d'un faux radicalisme.

C'est seulement en forgeant un solide parti international fermement ancré aux principes invariants du mouvement communiste, en forgeant une avant-garde politique capable de mener jusqu'au bout la lutte contre la bourgeoisie et son Etat, et, à l'intérieur de la classe ouvrière, la bataille théorique et politique contre la social-démocratie de « droite » comme de « gauche », qu'on pourra donner à la révolution prolétarienne l'organe apte à diriger l'insurrection et la dictature sur les ruines de l'Etat capitaliste et de toutes les lignes de défense de la contre-révolution, à commencer par la social-démocratie.

## CONTRE L'ANTI-IMPERIALISME PETIT-BOURGEOIS (ANGERS)

Dans une réunion organisée au mois de mai par le « Comité de défense des appelés » d'Angers, nos camarades sont intervenus pour rappeler que l'armée est un corps de l'Etat bourgeois, impérialiste et contre-révolutionnaire. Il en découle que l'armée bourgeoise ne peut pas être « conquise ». Le prolétariat s'empare du pouvoir politique par l'insurrection, instaure sa dictature et sa terreur de classe exercées par le parti unique mondial, et le démantèlement de l'armée bourgeoise signifie la destruction révolutionnaire de tous les organes de l'Etat bourgeois.

Le rappel de la position marxiste classique a été lié à la dénonciation du caractère de classe petit-bourgeois du pacifisme anti-impérialiste qui n'a pas changé depuis Kautsky. Il a également été lié à la dénonciation du caractère réactionnaire des revendications de « réformes démocratiques » face à l'Etat impérialiste, avec lesquelles l'Internationale de Lénine a définitivement rompu. L'histoire a déjà montré que le réformisme, le pacifisme et le démocratisme sont, sur le chemin de la révolution, des obstacles que le prolétariat et son parti devront balayer.

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les N.M.P.P.

### PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « *Proletaire* », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).